

#### DANS L'ACTUALITE du 21 au 24 avril 2017

### **Textes officiels**

JORF n° 0096 du 23 avril 2017

Modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

<u>Décret n° 2017-594 du 21 avril 2017 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</u>

Dispense de formalités pour les constructions nécessaires à l'hébergement d'urgence des personnes migrantes demandant l'asile

Décret n° 2017-608 du 21 avril 2017 relatif à l'extension du champ des dispenses de formalités au titre du code de l'urbanisme

JORF n° 0095 du 22 avril 2017

Organisation du Commissariat général à l'égalité des territoires

Décret n° 2017-575 du 21 avril 2017 modifiant le décret n° 2014-394 du 31 mars 2014 portant création du Commissariat général à l'égalité des territoires

JORF n° 0094 du 21 avril 2017

Installations de production d'électricité situées dans les zones non interconnectées au territoire métropolitain continental bénéficiant de la priorité d'appel

<u>Décret n° 2017-569 du 19 avril 2017 pris en application de l'article L. 322-10-1 du code de l'énergie</u>

#### Circulaire

Réglementations relatives à l'évaluation environnementale en matière de routes forestières, de boisements et de déboisements

Circulaire NOR: AGRT1707432J du 30 mars 2017

# Jurisprudence

Tierce-opposition dans le cadre d'un recours en contestation de la validité d'un contrat

CE 19 avril 2017 société ACS Production, req. n° 401539

Procédure de paiement direct du sous-traitant

CE 19 avril 2017 département de l'Hérault, req. n° 396174

Délai de mise en jeu et interruption de ce délai

CE 19 avril 2019 communauté urbaine de Dunkerque, reg. n° 395328

### Réponses ministérielles

Question écrite Sénat n° 24971 du 20 avril 2017 - <u>Acquisition d'un bien immobilier par une commune</u>

Question écrite Sénat n° 24845 du 20 avril 2017 - <u>Financement de la transition énergétique des territoires</u>

Question écrite AN n° 102206 du 18 avril 2017 - <u>Transfert de la compétence eau et assainissement à l'intercommunalité</u>

Question écrite AN n° 102042 du 18 avril 2017 - Responsabilité de la commune pour défaut de déneignement des routes

Question écrite AN n° 31182 du 18 avril 2017 - <u>Création de servitudes permettant d'installer</u> des équipements sur des propriétés privées

# Vu par ailleurs

Contrats publics

L'ordonnance sur la propriété publique clarifie les règles du jeu

Publiée au JO du 20 avril, l'ordonnance relative aux propriétés publiques redéfinit les modalités d'occupation du domaine publique et de la cession de la propriété publique.

Source: achatpublic.info du 24/04/2017

Loi Sapin 2 - Une ordonnance réforme la domanialité publique

L'ordonnance relative à la propriété des personnes publiques a été publiée au Journal officiel ce 20 avril. Elle introduit des obligations de publicité et de mise en concurrence préalable applicables à certaines autorisations d'occupation comparables aux règles procédurales applicables aux marchés publics.

Source: localtis.info du 21/04/2017

Occupation du domaine public : des règles du jeu transparentes pour l'octroi des titres

A compter du 1er juillet 2017, la délivrance de certaines autorisations d'occupation du domaine public devra faire l'objet de publicité et de mise en concurrence préalables. Une ordonnance du 19 avril fait peser ces nouvelles obligations sur les personnes publiques.

Source: le Moniteur du 21/04/2017

Qualibat va simplifier ses procédures pour les détenteurs de plusieurs qualifications

Dominique Tarrin, directeur général de Qualibat, annonce notamment une harmonisation des dates d'échéance. La simplification sera effective en 2018.

Source: le Moniteur du 21/04/2017

Urbanisme

En matière d'autorisation d'urbanisme, le changement, c'est (encore) maintenant!

La partie « Arrêtés » du livre IV du Code de l'urbanisme vient d'être actualisée afin de prendre en compte certaines modifications législatives et réglementaires intervenues depuis 2015 et de mettre en œuvre plusieurs mesures de simplification.

Source: le Moniteur du 21/04/2017

Un mode d'emploi à l'intention des rédacteurs des nouveaux PLU

Le ministère du logement vient de publier un guide pour accompagner la mise en œuvre des PLU nouvelle formule, élaborés selon le nouveau canevas du décret du 28 décembre 2015.

Source : la gazette des communes du 21/04/2017

Nouveau règlement du PLU: suivez le guide!

Accompagner les collectivités et les bureaux d'études dans l'élaboration de leur plans locaux d'urbanisme (PLU et PLUI), tel est l'objectif du document de 181 pages présenté le 20 avril par le ministère du Logement.

Source: le Moniteur du 20/04/2017

Guide de la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme

Collectivité territoriale

Commerce : quelles interventions des régions en appui aux intercommunalités ?

Avec la loi Notr, la compétence "politique locale du commerce" revient généralement aux intercommunalités. Les régions ont plus ou moins intégré cette nouvelle donne dans leur schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII).

Source: localtis.info du 21/04/2017

## Transport

Ferroviaire - Les régions pleinement responsables des tarifs des abonnés TER

Les régions viennent de se voir confier la pleine responsabilité de la tarification des TER pour l'ensemble des abonnés (abonnements travail et élèves, étudiants, apprentis), a annoncé Régions de France ce 21 avril.

Source: localtis.info du 21/04/2017

#### Vu dans les revues

AJDA n° 14-2017 du 17 avril 2017 p.780, Dossier - La loi montagne II, par Philippe Yolka

AJDA n° 14-2017 du 17 avril 2017 p.829, *L'article R.600-1 du code de l'urbanisme ne s'applique pas en Nouvelle-Calédonie... En fait, si*, par Frédéric Rolin

BJCP n° 111 mars-avril 2017 p.95, *Un transfert de compétences entre personnes publiques est-il un marché public* ?, conclusions Paolo Mengozzi

BJCP n° 111 mars-avril 2017 p.117, Dans quelles circonstances peut-on requalifier une convention d'occupation domaniale en délégation de service public ?, conclusions Gilles Pellissier

BJDU n°2/17 mars-avril 2017 p.88, A quelle date doit s'apprécier la légalité d'une autorisation d'installation classée? Un nouveau document d'urbanisme peut-il régulariser une telle autorisation lorsqu'elle a été délivrée en méconnaissance du précédent document?, conclusions Xavier de Lesquen

BJDU n°2/17 mars-avril 2017 p.95, Quel est le régime de la nouvelle autorisation unique, tenant lieu d'autorisation d'exploitation commerciale, de l'article L.425-4 du code de l'urbanisme ?, conclusions Frédéric Dieu

Contrats publics – MoniteurJuris n° 175 de avril 2017 p.17, *Dossier – Les procédures formalisées : état des lieux* 

Contrats publics – MoniteurJuris n° 175 de avril 2017 p.37, Faut-il privilégier le recours à la procédure d'appel d'offres ?, par Rachel Cattier

L'Argus de l'enseigne n° 52 d'avril 2017, Délais d'autorisation d'exploitation et de permis de construire – Une compatibilité tant attendue, par Elsa Sacksick

La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 16, 24 Avril 2017, 2112 *Chronique de jurisprudence du Conseil d'État - Décisions d'octobre à décembre 2016*, par Roland Vandermeeren